

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 38 – du 16 au 22 octobre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, DAMAS, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN IRAN : UN POTENTIEL SCIENTIFIQUE RÉEL FACE À UN MARCHÉ ENCORE ÉMERGENT

Le secteur de l'intelligence artificielle (IA) connaît un développement progressif en Iran, porté par les compétences scientifiques du pays, l'émergence d'entreprises technologiques et l'intérêt croissant des pouvoirs publics. En 1403 (2024/2025), l'Iran représentait environ 2,3 % des publications scientifiques mondiales consacrées à l'IA, et environ 27 % des entreprises déclaraient utiliser des outils d'IA, principalement générative, témoignant d'une adoption de l'IA en progression. Le pays compterait par ailleurs actuellement entre 250 et 300 entreprises spécialisées dans l'IA ou à forte composante technologique, proposant environ 300 produits dans des domaines tels que la reconnaissance vocale, l'analyse d'images, la cybersécurité, la robotique et l'automatisation.

LE CHIFFRE À RETENIR

0.02 %

**POIDS DU MARCHÉ DE L'IA
EN IRAN (% DU PIB)**

Toutefois, malgré cette dynamique, le potentiel peine à se traduire en développement industriel et commercial. Le marché reste relativement modeste, avec une valeur estimée à 90 M USD en 1403 (2024/2025), soit seulement 0,02 % du PIB national. Les investissements demeurent également limités : près de 75 % des entreprises utilisatrices interrogées auraient consacré moins de 10 000 USD à cette technologie sur une période de trois ans.

À l'échelle de la population, la pratique de l'IA est de plus en plus courante. Les données de Microsoft montrent une progression du taux d'adoption de l'IA générative, passé de 9,6 % au premier semestre 2025 à 12,6 % au premier trimestre 2026. Parallèlement, une enquête du Centre de recherches du Parlement iranien, réalisée en juillet 2026, révèle que 41,6 % des répondants déclarent utiliser des outils d'IA, dont 26,9 % occasionnellement et 14,7 % régulièrement ou fréquemment. L'utilisation déclarée est plus élevée chez les femmes (45,1 %) que chez les hommes (38,3 %), augmente avec le niveau d'éducation et tend à diminuer avec l'âge. Elle atteint 59,6 % parmi les salariés du secteur privé. Les principaux usages concernent l'éducation, les activités professionnelles, la recherche scientifique et l'accès à des informations ou conseils médicaux et juridiques. Cette diffusion soulève néanmoins des interrogations sur la fiabilité des réponses, la protection des données personnelles et les effets de l'automatisation sur l'emploi.

Malgré cette progression, le développement du secteur reste confronté à d'importants obstacles structurels. Les difficultés de financement et de commercialisation s'ajoutent aux sanctions américaines, qui compliquent l'acquisition de semi-conducteurs et de processeurs graphiques performants, indispensables aux systèmes d'IA avancés. Les restrictions d'accès à Internet constituent également un frein majeur. Selon Cloudflare, l'Iran a connu une interruption presque totale de sa connectivité internationale pendant 88 jours, du 28 février au 26 mai 2026, limitant l'accès aux services et aux technologies numériques.

Dans ce contexte, les autorités ont fait de l'IA une priorité nationale. Une nouvelle loi adoptée en septembre 2026 prévoit la création d'une Organisation nationale de l'IA ainsi que d'un Fonds national de développement

de l'IA, dont le capital initial prévu s'élève à 100 000 Mds IRR, soit environ 40 M USD au taux du marché libre, dans le cadre des budgets d'ici 2029. Les secteurs prioritaires identifiés comprennent notamment l'agriculture, l'énergie, l'industrie, la santé et les services administratifs. Dans l'agriculture, les projets portent sur le développement d'un assistant intelligent destiné aux exploitants, ainsi que sur des outils de suivi satellitaire et de prévision des surfaces cultivées pour améliorer l'estimation des productions et la planification des approvisionnements. Dans les secteurs pétrolier, gazier et industriel, les principales applications envisagées concernent la maintenance prédictive, l'optimisation de la production, la surveillance des installations et l'efficacité énergétique. Dans les domaines judiciaire et administratif, les initiatives visent principalement à réduire les délais de traitement et à faciliter l'accès aux services.

Ainsi, malgré un potentiel scientifique important, une utilisation croissante et un soutien institutionnel renforcé, l'IA demeure un secteur économique émergent en Iran, dont le poids reste limité. Son développement dépendra de la capacité à surmonter les contraintes financières, technologiques et numériques, mais surtout à transformer les avancées scientifiques en applications industrielles et commerciales viables.

Service Économique de Téhéran

ÉGYPTE

1. MOODY'S RELÈVE LA NOTE SOUVERAINE DE L'ÉGYPTE DE « CAA1 » À « B3 » AVEC UNE PERSPECTIVE POSITIVE

Mi-octobre, l'agence de notation [Moody's Ratings](#) a relevé la note souveraine de l'Égypte de « Caa1 » à « B3 », en maintenant une perspective positive. L'agence salue la consolidation budgétaire et les réformes structurelles engagées, qui placent la dette et la charge d'intérêts sur une trajectoire baissière. Selon l'agence, l'excédent primaire a atteint 4,9 % du PIB en 2025/26 et la dette publique a reculé à 81,8 % du PIB en juin 2026, contre 95,2 % trois ans plus tôt. Elle souligne que le régime de change flexible et le durcissement de la politique monétaire ont renforcé les réserves de change et la résilience face aux chocs externes. Moody's projette une dette publique égyptienne sous la barre des 70 % du PIB d'ici 2030 et des intérêts absorbant environ 50 % des recettes d'ici la fin de la décennie. La perspective positive reflète ainsi la possibilité d'un désendettement plus rapide qu'anticipé, si la discipline budgétaire et les réformes se poursuivent après la fin du programme du FMI en décembre 2026. Cette décision intervient après la confirmation du maintien de la note « B » par Fitch et « B/B » par S&P. Malgré ce relèvement, l'Égypte reste à six échelons de la catégorie « *investment grade* » (Baa3), que seuls le Maroc, le Botswana et Maurice détiennent en Afrique.

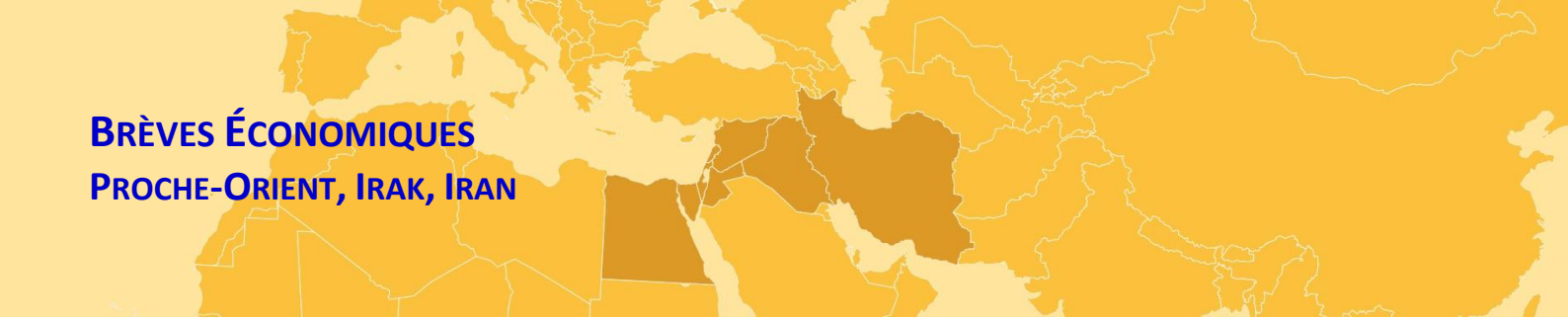
2. EXCÉDENT DE 2,8 MDS USD DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR 2025/2026

La balance des paiements égyptienne a enregistré un [excédent global de 2,8 Mds USD](#) au cours de l'exercice 2025/26, après un déficit de 2,1 Mds USD en 2024/25. Ce retournement s'explique par l'amélioration du compte de capital et financier, dont les entrées nettes ont plus que doublé, passant de 10,2 Mds à 23,2 Mds USD d'un exercice budgétaire à l'autre. En particulier, les flux entrants nets d'IDE ont atteint 18 Mds USD, après 12,2 Mds USD en 2024/25, soit un niveau annuel inédit (si l'on met de côté la performance exceptionnelle de l'exercice 2023/24 avec le projet Ras El Hekma). Les IDE concernent presque exclusivement les secteurs non pétroliers (17,8 Mds USD), principalement au travers d'investissements dans de nouvelles installations et d'augmentations de

capital de sociétés existantes (8,8 Mds USD), notamment dans le cadre du projet immobilier d'Alam El Roum. Les investissements nets de portefeuille ont quant à eux plus que doublé (à 4,2 Mds USD), malgré les sorties de capitaux enregistrées à la suite du conflit régional à l'hiver 2026. Dans le même temps, le déficit du compte courant s'est creusé de 46,1 %, s'établissant à 22,5 Mds USD et atteignant un niveau inédit. Cette tendance s'explique par la hausse du déficit commercial des biens (+27,1 %, à 64,8 Mds USD) et du déficit des revenus d'investissement (+33,8 %, à 21,2 Mds USD), dû surtout aux bénéfices et dividendes rapatriés par les investisseurs étrangers. Les transferts de la diaspora (+29,6 %, à 47,3 Mds USD), les recettes du tourisme (+10,3 %, à 18,4 Mds USD) et la hausse des revenus tirés du canal de Suez ont toutefois limité la dégradation. À noter que l'excédent global demeure fragile : sans la tranche de 3,5 Mds USD d'investissement d'Alam El Roum, enregistrée entre octobre et décembre 2025, la balance des paiements aurait affiché un déficit de 0,7 Mds USD, soulignant la dépendance persistante de l'équilibre extérieur aux financements extérieurs.

3. INAUGURATION DU 2^{ÈME} PORT SEC ÉGYPTIEN À EL-AMREYA (ALEXANDRIE)

Le ministre des Transports, Kamel El-Wazir, a [inauguré](#) le 14 octobre le port sec d'El-Amreya, deuxième infrastructure de ce type en Égypte après celle du 6 Octobre. Mobilisant un investissement de 13 M USD, ce site, situé à 22 km du port d'Alexandrie, dispose d'une capacité de stockage de 3 100 conteneurs de 40 pieds. Il vise à désengorger les terminaux maritimes d'Alexandrie et de Dekheila, dont le trafic conteneurisé a progressé de 14 % sur l'exercice 2025/2026, porté notamment par la forte hausse des flux de transit (+74 %). Le projet s'inscrit dans la stratégie du gouvernement visant à développer 33 ports secs et zones logistiques autour de 7 corridors multimodaux, afin de renforcer les connexions entre les ports maritimes, les bassins industriels et agricoles et les centres de consommation. Ce modèle de transport multimodal est déjà mis en œuvre par CMA CGM, qui assure la liaison entre le terminal à conteneurs Tahya Misr, situé à Alexandrie, et le port sec du 6 Octobre, à proximité du Caire, deux infrastructures dont le groupe assure l'exploitation.



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

4. MOBILISATION DE 565 M USD POUR LE PROJET DE CENTRALE SOLAIRE DE NEFER MINYA

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a [annoncé](#), le 20 octobre, une enveloppe de financement de 565 M USD destinée au développement de la centrale solaire de Nefer Minya, dans le gouvernorat de Minya. La contribution de la BERD s'élève à 265 MUSD, en complément des financements apportés par Proparco, la banque allemande DEG et la néerlandaise FMO. D'une capacité installée de 1,2 GWc, le projet prévoit également un système de stockage par batteries (BESS) de 600 MWh. À terme, cette infrastructure pourrait devenir la plus grande centrale solaire d'Afrique. Le projet est porté par Infinity Power (51 %), coentreprise entre Infinity et le groupe émirien Masdar, et HAU Energy (49 %), plateforme réunissant Hassan Allam Utilities, Meridiam et la BERD. L'intégration d'une capacité de stockage par batteries doit contribuer à améliorer la stabilité du réseau électrique en facilitant l'intégration de la production solaire. Ce projet illustre la montée en puissance des investissements privés et des financements internationaux dans le secteur des énergies renouvelables en Égypte, dans un contexte où les autorités visent une part de 42 % des énergies renouvelables dans le mix électrique à l'horizon 2028.

IRAK

1. EXXONMOBIL SIGNE UN ACCORD POUR LE TRAITEMENT DE L'EAU EN IRAK

Le ministère du pétrole et ExxonMobil ont signé le 21 octobre 2026 un protocole d'entente (MoU) confiant à ExxonMobil le lancement de la deuxième phase du projet *Common SeaWater Supply Project* (CSSP), qui vise à développer les capacités de traitement et d'injection d'eau de mer utilisée pour la production des réservoirs pétroliers du sud de l'Irak. Le projet d'ExxonMobil prévoit une capacité de 2,5 M barils d'eau par jour. TotalEnergies avait obtenu en 2025 le contrat d'exploitation pour la première phase du CSSP, d'une capacité de 5 M barils/jour.

2. PROGRESSION DE LA DETTE INTÉRIEURE (+25 %) EN HUIT MOIS

La Banque centrale d'Irak a annoncé fin août 2026 une dette intérieure record de 113,485 trillions IQD

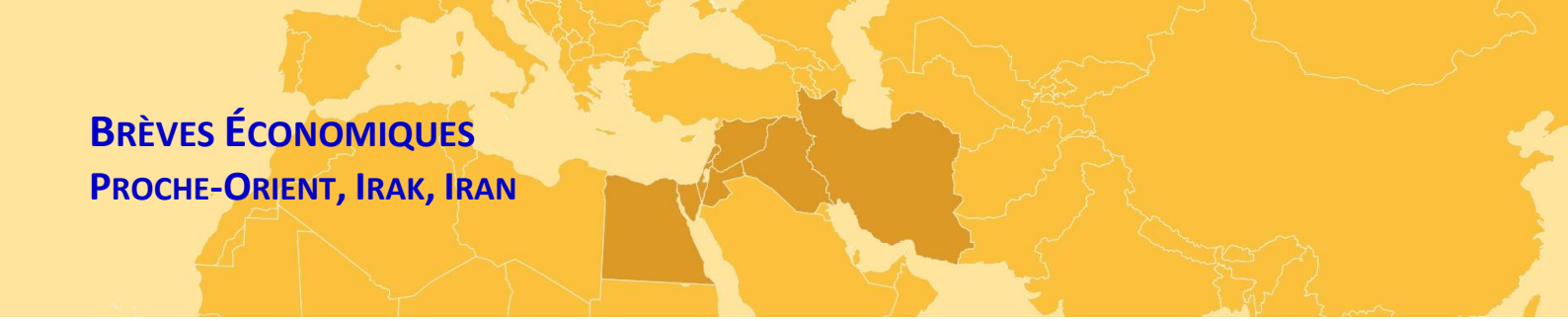
(environ 87,3 Mds USD), en hausse de 25,4 % en huit mois. Cette progression est principalement portée par les tirages du ministère des Finances auprès de la Banque centrale (76,5 trillions IQD, soit 58,8 Mds USD, représentant 67,4 % du total), suivi des prêts (18,9 trillions IQD/14,6 Mds USD), des obligations (9,3 trillions/7,2 Mds USD) et des bons du Trésor (8,7 trillions/6,7 Mds USD).

Cette situation illustre des déséquilibres structurels : l'État compense la baisse des recettes pétrolières (qui représentent 88 % de ses recettes publiques) en puisant dans ses réserves de change (-22 % depuis février, 79 Mds USD en août) et en recourant aux avances directes de la Banque centrale ce qui traduit des contraintes de liquidité et des blocages dans l'exécution budgétaire. Si cette stratégie préserve une stabilité à court terme, elle expose l'Irak à des risques macroéconomiques (inflation, dépendance accrue à la planche à billets, fragilisation de la soutenabilité de la dette) à moyen terme.

IRAN

1. MILLI GOLD ANNONCE LA NORMALISATION DES RETRAITS APRÈS DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À SES RÉSERVES D'OR

La plateforme d'achat et de vente d'or en ligne Milli Gold a annoncé avoir résorbé la file d'attente des demandes de retrait, après plusieurs semaines de perturbations. Selon l'entreprise, 132 000 Mds IRR, soit environ 50 M USD au taux de change du marché libre, ont été versés aux utilisateurs entre le 11 septembre et le 10 octobre, correspondant au traitement de 696 000 demandes. Ces perturbations seraient liées à des restrictions d'accès aux réserves d'or de la société. Dans une lettre publiée fin septembre, Milli Gold affirmait détenir 965 kilogrammes d'or dans des coffres bancaires, sans toutefois pouvoir les mobiliser pour honorer ses engagements envers ses clients. Le 30 septembre, l'entreprise a annoncé avoir obtenu une décision judiciaire autorisant la libération de ses réserves d'or déposées auprès de la banque Kargoshaei, établissement spécialisé dans les prêts sur gage et filiale de la banque Melli. Exploitée par Sarmayeh Zarrin Mandegar, société par actions de droit privé et contrepartie contractuelle des utilisateurs, Milli Gold revendique plus de 27 millions d'utilisateurs. En septembre 2025, elle déclarait avoir



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

enregistré un volume cumulé de transactions de 14 tonnes d'or et procédé à la livraison physique de 252 kilogrammes depuis le début de ses activités. Conformément à ses engagements contractuels, l'entreprise est tenue de conserver des réserves d'or physique équivalentes à l'ensemble des avoirs détenus par ses clients sur la plateforme.

2. LES DOMMAGES DE GUERRE ET LES SANCTIONS FRAGILISENT LES INFRASTRUCTURES SANITAIRES

Selon le ministère de la Santé, plus de 87 hôpitaux et cliniques, 230 centres de soins primaires, 25 usines pharmaceutiques et 70 ambulances auraient été endommagés au cours des quinze derniers mois. Au-delà des destructions matérielles, ces dommages compromettent la continuité des soins, réduisent les capacités nationales de production pharmaceutique et perturbent le transport des patients. Parallèlement, le durcissement des sanctions américaines en août 2026 aurait accentué les difficultés d'importation de médicaments, de vaccins, de matières premières pharmaceutiques et d'équipements médicaux. Dans ce contexte, la résilience du secteur dépend de la sécurisation des chaînes d'approvisionnement, de la reconstitution des stocks stratégiques, de la remise en état des infrastructures et de la mobilisation de financements suffisants pour absorber les surcoûts liés à la crise.

3. CAMIONS BLOQUÉS À UN POINT D'ÉTRANGLEMENT DU COMMERCE IRANO-PAKISTANAIS

Le poste-frontière de Rimdan est devenu un axe majeur des échanges commerciaux entre l'Iran et le Pakistan, mais ses dysfonctionnements en limitent aujourd'hui le potentiel. Environ 3 000 camions y seraient actuellement immobilisés. Ces retards entraînent une hausse des coûts de transport, ralentissent la rotation des flottes et réduisent la capacité effective du poste-frontière. Les difficultés tiennent à la fois à la multiplicité des intervenants du côté pakistanais - douanes, forces de sécurité et opérateur logistique - et aux capacités limitées des infrastructures. Le développement du transit direct des camions sous régime TIR (transit international routier) pourrait fluidifier les échanges, mais nécessiterait un accord opérationnel. Par ailleurs, les marchandises débarquées ou en attente dans les ports pakistanais de Karachi, Gwadar et Qasim

pourraient être acheminées par des itinéraires alternatifs, notamment pour l'approvisionnement en riz et en thé. Toutefois, les négociations engagées depuis avril n'ont pas encore produit de solution globale.

4. PRÈS DE 26 M DE PERSONNES VIVENT DANS DES TERRITOIRES IDENTIFIÉS COMME PRIORITAIRES

Selon le ministère de l'Intérieur, plus de 2 000 quartiers souffrant d'un déficit d'équipements et de services ont été recensés, regroupant 19,7 millions d'habitants. À ces zones urbaines s'ajoutent 13 542 villages, comptant 6,3 millions d'habitants, également identifiés comme nécessitant des interventions prioritaires en matière de développement et d'accès aux services essentiels. Au total, près de 26 millions de personnes sont concernées par cette cartographie des territoires défavorisés. Le programme gouvernemental annoncé s'articule autour de sept domaines d'intervention : le logement, l'emploi, l'alimentation, l'habillement, la santé, l'éducation ainsi que l'accès aux services culturels, sportifs, récréatifs et religieux.

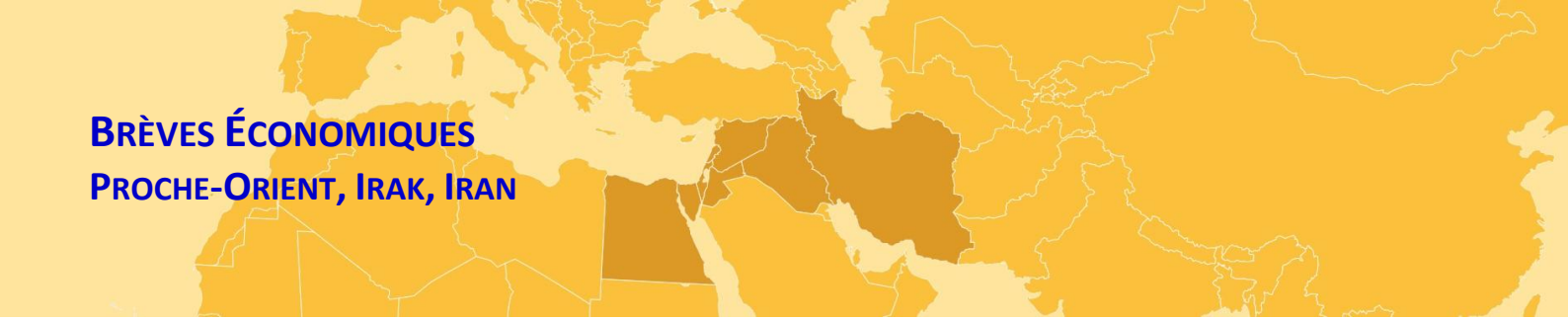
ISRAËL

1. LE FMI ET LA BANQUE CENTRALE REVOIENT À LA HAUSSE LEURS PRÉVISIONS DE CROISSANCE POUR ISRAËL EN 2026

Le Fonds monétaire international table désormais sur une croissance de l'économie israélienne de 4,5 % cette année, contre une prévision à 3,5 % en avril dernier, à la fin de la guerre avec l'Iran. Ses prévisions pour 2027 restent inchangées à 4,4 %. Cette révision à la hausse contraste avec les perspectives régionales générales. Dans le même rapport, le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2026 concernant le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, invoquant la fermeture prolongée du détroit d'Ormuz. La Banque centrale a pour sa part relevé sa prévision de croissance pour 2026, de +3,8 % à +5,6 %, et pour 2027, de +5,5 % à +7,5 % ; elle a par ailleurs laissé le taux directeur inchangé (à 3,25 %), après trois baisses successives de 25 pb.

2. BAISSÉ DE L'IPC (-0.5 %) EN SEPTEMBRE

Selon le Bureau central des statistiques, l'indice des prix à la consommation (IPC) d'Israël a reculé de 0,5 %



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

en glissement mensuel en septembre. En glissement annuel, l'IPC a progressé de 1,6 %. Les analystes s'attendaient à une baisse plus modérée de 0,3 à 0,4 % en septembre, Ces résultats s'inscrivent dans la fourchette cible d'inflation (de 1 à 3 %) fixée par la Banque d'Israël.

3. RACHAT DE VARONIS SYSTEMS PAR PROOFPOINT POUR UN MONTANT DE 6,3 MDS USD

La société israélienne de cybersécurité *Varonis Systems*, cotée au Nasdaq (VRNS), a été rachetée par la société américaine *Proofpoint* pour 6,3 Mds USD, soit une prime de 52 % par rapport à son cours de juin 2026. Il s'agit de la deuxième entreprise israélienne spécialisée dans la cybersécurité à être retirée de Nasdaq cette année. Actuellement, *Varonis Systems*, employeur de 2 800 personnes, dont environ 1 000 dans son centre de développement en Israël, affiche une capitalisation boursière de 5,43 Mds d'USD. L'acquéreur, *Proofpoint*, spécialisé dans la sécurité des utilisateurs finaux et des agents d'intelligence artificielle, est détenu par la société de capital-investissement *Thoma Bravo*.

4. FORTE AUGMENTATION DES EMBOUTEILLAGES DES ROUTES AU COURS DES VINGT DERNIÈRES ANNÉES

Selon le Bureau central des statistiques, les embouteillages des routes israéliennes continuent à s'accumuler. Entre 2005 et 2025, le kilométrage annuel total a augmenté de 66 % alors que le nombre de véhicules a doublé. Parallèlement, au cours de cette même période, la superficie des routes a augmenté de 31 % et leur longueur de 43 % seulement. Selon l'étude, la prise de conscience d'un nombre croissant d'Israéliens de la nécessité de réduire leurs déplacements en voiture se heurte à l'absence d'alternatives systématiques fiables en matière de transports en commun. Dès lors, en 2025, la distance totale parcourue par les véhicules à moteur a atteint 69,3 Mds km (+2,6 % ga). Selon la Banque centrale, le coût annuel des embouteillages et de la congestion routière pour l'économie israélienne est estimé à 10 Mds EUR par an au moins.

5. INAUGURATION D'UN NOUVEL HÔPITAL À CHYPRE

L'hôpital israélien *Hadassah* a annoncé l'inauguration d'un nouveau centre médical à Limassol, ainsi que son intention de construire un hôpital dans la région de

Nicosie. L'hôpital apporte son nom, assure la formation et fournit des conseils au personnel médical, tandis que ses partenaires chypriotes se chargent du financement, de l'exploitation et de l'embauche des médecins locaux. Ce partenariat pourrait favoriser l'arrivée de touristes médicaux chypriotes en Israël, après une interruption quasi totale du tourisme médical vers le pays depuis la guerre. C'est la première fois qu'un hôpital israélien donne son nom à un centre médical créé à l'étranger.

6. AVERTISSEMENT DU FORUM DES ÉCONOMISTES CONTRE LA COLONISATION DE LA ZONE E1 ET LE TERRORISME « JUIF »

Plus de 60 économistes éminents, universitaires et anciens hauts responsables de la fonction publique, ont signé une lettre d'avertissement au nom du Forum des économistes pour la démocratie, soulignant que les mesures internationales contre les colonies constituent un signal d'alerte pour l'ensemble de l'économie israélienne. Le forum appelle ainsi à mettre fin à la construction dans la zone E1 (pour lequel les appels d'offres sont en cours) et à l'incapacité à lutter contre le « terrorisme juif », qui mettent en péril les relations économiques vitales d'Israël avec les pays du monde entier. Selon les économistes, les sanctions envisagées entraîneront une nouvelle hausse significative du coût de la vie, qui est déjà parmi les plus élevés des pays de l'OCDE, et pourraient affecter le cadre d'affaires local.

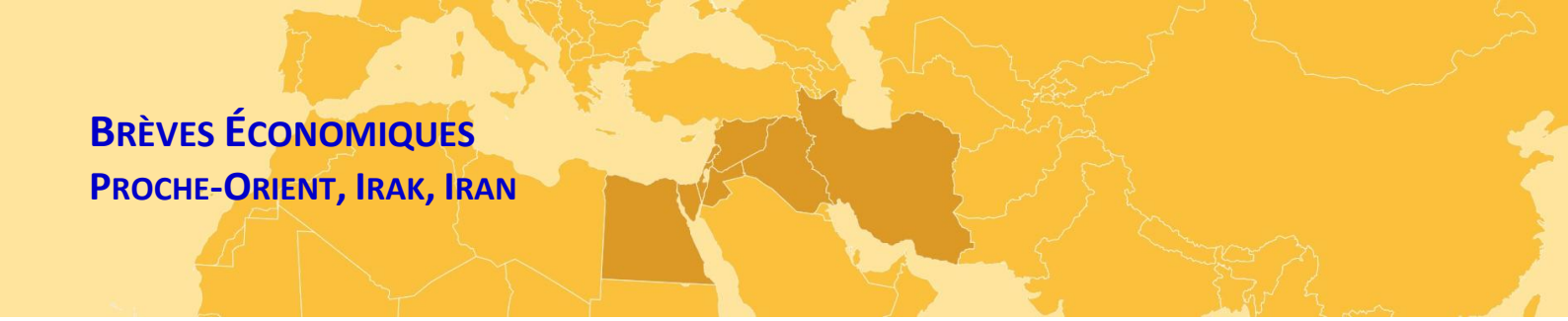
JORDANIE

1. LEVÉE DES DROITS DE DOUANES SUR LES EXPORTATIONS JORDANIENNES VERS L'IRAK

La Jordanie a reçu la notification officielle d'une décision du Conseil des ministres irakien exonérant de droits de douane l'ensemble des produits alimentaires et pharmaceutiques jordaniens. Pour mémoire, les exportations vers l'Irak ont représenté 10,3 % des exportations totales jordaniennes en 2025. L'Irak est par ailleurs le pays avec lequel la Jordanie dégage son plus important excédent commercial bilatéral, avec un surplus de 898 M JOD/1,3 Md USD en 2025.

2. HAUSSE DE LA MANUTENTION PORTUAIRE (+12 %) À AQABA SUR LES 9 PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE

La manutention des marchandises dans les ports d'Aqaba a progressé de +12 % au cours des neuf



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

premiers mois de 2026, selon l'*Aqaba Development Corporation* (ADC). Cette croissance s'explique par la forte hausse de l'activité du nouveau port d'Aqaba (+63,6 %), du terminal pétrolier (+39,3 %), du terminal passagers (+29,3 %) et du terminal GPL (+11,2 %), tandis que le terminal à conteneurs a enregistré une progression plus modérée de +6,6 %. Le trafic de transit au port polyvalent a connu une progression particulièrement marquée, atteignant environ 1,8 M de tonnes de janvier à septembre 2026, contre 38 900 tonnes sur la même période de 2025, soit une multiplication par près de 46 ; le transit de conteneurs a quant à lui augmenté de +151,8 %, à 115 762 EVP (équivalent vingt pieds).

3. NOUVELLE STRATÉGIE NATIONALE SUR LES INDUSTRIES CHIMIQUES ET COSMÉTIQUES

Le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Approvisionnement a annoncé sa stratégie nationale pour les industries chimiques et cosmétiques 2027-2029, qui repose sur six programmes. « Kafaa » vise à réduire de plus de 15 % les coûts énergétiques et à accroître de 20 % la productivité du travail. « Aaali Al Qimah » doit porter de 15 à plus de 25 % la part des produits à forte valeur ajoutée dans la production totale du secteur, en développant les produits chimiques spécialisés, engrais, biopesticides ou encore dérivés de la mer Morte. « Takamul » vise un contenu local supérieur à 15 %, notamment via l'intégration des ressources minérales nationales. « Tamkeen » prévoit de doubler les flux de capitaux d'ici 2029 via des incitations fiscales et la simplification des procédures administratives. « Nafath » vise à atteindre 2 Mds JOD/2,8 Mds USD d'exportations en 2029, par la diversification des marchés et la mobilisation des accords commerciaux. Enfin, « Imtithal » doit permettre de renforcer la conformité des processus industriels aux normes environnementales internationales, notamment pour s'aligner au mécanisme européen CBAM.

LIBAN

1. AIDE MAJEURE DU QATAR EN FAVEUR DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE AU LIBAN

D'après des informations rapportées par l'agence Reuters, le Liban et le Qatar ont signé un accord-cadre

majeur dans le domaine de l'énergie à l'occasion de la venue du Premier ministre qatarien à Beyrouth le 16 octobre. Il prévoit :

i) La fourniture de gaz naturel par Qatar Energy pour une durée de 20 ans selon deux axes. D'une part grâce à l'installation d'une unité flottante de regazéification au large de Tripoli qui assurera une capacité d'approvisionnement potentielle de 3,5 M de m³ par jour ; et d'autre part via le gaz issu du gazoduc arabe, qui peut notamment être importé à partir du terminal d'Aqaba en Jordanie, et dont la portion libanaise de la canalisation vers la Syrie est en cours de rénovation.

ii) L'engagement du conglomérat qatarien UCC Holding à investir dans des capacités de production d'électricité. Le groupe prévoit de construire deux nouvelles centrales à cycle combiné au gaz à Deir Ammar et Zahrani d'ici trois ans (d'une capacité de 825 MW chacune). Ces unités pourraient être complétées par des capacités renouvelables, pouvant aller jusqu'à 800 MW de solaire et 440 MW d'éolien. Leur construction se fera selon le modèle BOT (*build, operate, transfer*) comme en Syrie, où UCC s'est engagé à déployer 5GW (investissement de 7 Mds USD). À ce titre, le communiqué publié par les autorités qatariennes précise que QatarEnergy et TotalEnergies aurait conclu un accord afin de développer une première ferme solaire au Liban dans le cadre de cette initiative.

Si elles se concrétisaient, ces annonces pourraient être déterminantes pour le redressement du secteur de l'électricité qui est l'un des principaux freins à la relance économique du Liban.

2. CONTRACTION DU TRAFIC DE PASSAGERS DE L'AÉROPORT DE BEYROUTH SUR LES NEUF PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE

Le trafic de passagers de l'aéroport international de Beyrouth (BIA) a reculé de 22 % sur les neuf premiers mois de l'année 2026 en g.a, à 4,2 M de passagers. Les arrivées ont diminué de 24 %, à 2,11M, et les départs de 19,3 %, à 2,13 M. En septembre, le trafic s'est établi à 653 000 passagers, en baisse de 4,2 % sur un an. Les arrivées de passagers ont ainsi atteint 61 % de leur niveau de 2019, avant crise, contre 80 % sur la même période en 2025. Le transporteur national Middle East Airlines a représenté 44 % du trafic passagers de l'aéroport entre janvier et septembre 2026.

3. LA BDL VISE EN CONSENSUS AVEC LE FMI SUR LA LOI DE RECOUVREMENT DES DÉPÔTS D'ICI FIN 2026

Le Gouverneur de la Banque du Liban, Karim Souaid, a déclaré, dans un entretien accordé à Bloomberg, en marges des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Bangkok, qu'il s'attendait à ce que soit atteint, avant fin 2026, un consensus avec le FMI et le gouvernement libanais sur le projet de loi de régularisation financière et de recouvrement des dépôts (dite « gap law »). Il dit viser ensuite un vote de la loi au Parlement au premier trimestre 2027, ou au plus tard avant fin juin 2027. Sept ans après l'éclatement de la crise, le dernier projet de loi en date consacré à la répartition des pertes dans le secteur financier et à la compensation des déposants a été adopté en décembre 2025 en conseil des ministres par le gouvernement de N. Salam. Le texte, qui contient encore plusieurs lacunes, fait aujourd'hui l'objet de négociations entre le FMI et les différentes parties prenantes libanaises dans la perspective de conclure un accord pour un programme d'aide du FMI.

PALESTINE

1. BILAN COMMERCIAL AU MOIS D'AOUT 2026

En août 2026, les exportations palestiniennes de biens ont atteint 217 M USD, en hausse de 23 % sur un an. Cette progression reste toutefois très concentrée sur le marché israélien : les exportations vers Israël ont augmenté de 29 % et représenté 96 % du total, soit environ 208 M USD. À l'inverse, les ventes vers le reste du monde ont reculé de 46 % sur un an.

Les importations ont parallèlement progressé de 19 % pour atteindre 776,6 M USD. Les achats en provenance d'Israël, qui représentent 62 % du total, ont augmenté de 16 %, tandis que les importations en provenance des autres marchés ont crû de 23 %.

Sous l'effet d'importations nettement supérieures aux exportations, le déficit commercial palestinien s'est établi à 559,6 M USD en août, soit une hausse de 17 % par rapport à août 2025. Ces données confirment la forte dépendance commerciale de l'économie palestinienne vis-à-vis d'Israël.

2. SAISON OLÉICOLE 2026

La production palestinienne d'huile d'olive pourrait tomber à seulement 10 000–11 000 tonnes en 2026, soit près de moitié moins que l'estimation initiale de 21 000 tonnes, selon le ministère palestinien de l'Agriculture. Cette révision s'explique principalement par la multiplication des attaques de colons et les restrictions israéliennes empêchant les agriculteurs d'accéder à leurs terres pendant la récolte.

Avant le début de la saison, le ministère anticipait déjà la perte d'un quart à un tiers de la récolte, mais l'ampleur des restrictions et des violences s'est révélée supérieure aux prévisions. Environ 22 000 à 23 000 hectares de terres oléicoles seraient désormais difficiles ou impossibles d'accès.

La consommation annuelle locale est estimée à environ 15 000–15 500 tonnes. Toutefois, la baisse du pouvoir d'achat pourrait réduire la demande effective et limiter le risque de pénurie. Depuis 2023, plus de 283 000 oliviers ont par ailleurs été endommagés en Palestine.

3. GAZA : LA CRISE ALIMENTAIRE S'AGGRAVE

La crise alimentaire à Gaza s'aggrave avec l'épuisement des stocks de farine et la réduction des financements humanitaires. Selon l'Association des propriétaires de boulangeries, le déficit de farine atteint 100 % et seuls 7 des 20 boulangeries restent en activité. Elles pourraient fermer rapidement en l'absence de nouvelles livraisons.

Parallèlement, le Programme alimentaire mondial (PAM) a réduit son assistance d'environ un tiers faute de financement. Le nombre de bénéficiaires est passé de 1,6 million en septembre à 1,1 million en octobre, tandis que les rations alimentaires ont été divisées par deux. Le nombre de repas chauds distribués quotidiennement a chuté de 250 000 à 150 000 (- 40 %).

En 2026, le PAM a reçu moins de la moitié des financements obtenus les années précédentes. Quelque 1,4 million de personnes, soit 67 % de la population de Gaza, restent confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, contre 77 % fin 2025. Le PAM estime avoir besoin de 450 M USD pour maintenir ses opérations à Gaza et en Cisjordanie jusqu'en mars 2027.

SYRIE

1. GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE : REMANIEMENTS ET VAGUES DE NOMINATIONS STRATÉGIQUES

Plusieurs changements importants sont intervenus ces derniers jours dans la gouvernance économique du pays.

- M. Basel Abdul Aziz Abdul Hannan est nommé à la tête d'un nouveau ministère chargé de l'industrie, du Commerce intérieur et de la Protection des consommateurs.
- M. Nidal al-Shar, jusqu'à maintenant ministre chargé de l'économie et de l'industrie, est nommé ministre chargé de l'économie et du commerce extérieur.
- M. Maher Khalil Al-Hasan est nommé à la tête de la compagnie pétrolière nationale, Syrian Petroleum Company (SPC), en remplacement de M. Youssef Qablawi.

- M. Omar Samer al-Halabi est nommé conseiller économique du Président de la République et Président du conseil d'administration du Fonds souverain syrien.

2. CRÉATION D'UN FONDS MULTI BAILLEURS START

Le ministère syrien des affaires étrangères a officialisé un accord avec la Banque mondiale portant sur l'établissement d'un fonds fiduciaire multi-bailleurs START (*Syria Recovery and Reconstruction Trust Fund*). Ce mécanisme vise à canaliser l'aide financière internationale au sein d'un fonds de développement administré par la Banque mondiale qui pourra mobiliser divers instruments tels que des financements concessionnels, des garanties d'investissement pour atténuer les risques de marché, l'assistance technique et le renforcement des capacités institutionnelles. Le déploiement opérationnel du fonds START dépendra des engagements des différents États pour y contribuer.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr